

CONVENTION

PORTANT MISE A DISPOSITION D'EQUIPEMENTS ET DE PERSONNEL POUR L'EXPLOITATION, L'ENTRETIEN ET LA SURVEILLANCE DES OUVRAGES DE PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS FLUVIO- MARITIMES DU BAS-MEDOC

Entre les co-contractants :

La COMMUNAUTE DE COMMUNES MEDOC ATLANTIQUE, représentée par son Président, Monsieur Xavier PINTAT, agissant au nom et pour le compte de la Communauté de Communes Médoc Atlantique en vertu de la délibération en date du 10 décembre 2019,

Domiciliée à l'adresse suivante : Communauté de Communes Médoc Atlantique, 9 rue du Maréchal d'Ornano 33780 Soulac-sur-Mer

Ci-après dénommée « CDC MA »

Le SYNDICAT MIXTE DES BASSINS VERSANTS DE LA POINTE MEDOC représenté par son Président, Monsieur Jean-Luc PIQUEMAL, agissant au nom et pour le compte du Syndicat Mixte des Bassins Versants de la Pointe Médoc en vertu de la délibération en date du 11 Septembre 2020.

Domicilié à l'adresse suivante : Syndicat Mixte des Bassins Versants de la Pointe Médoc, 8 Chemin du Broustéra, 33590 Jau Dignac et Loirac.

Ci-après dénommé « SMBVPM »

PREAMBULE :

Les ouvrages de protection contre les inondations fluvio-maritimes du Bas-Médoc sont composés comme suit :

- **Une digue de première ligne sur environ 25km faisant face à l'estuaire** depuis Valeyrac au sud au Verdon-sur-Mer au nord. Cette digue est historiquement composée de la digue de Valeyrac (section 0 au droit de la commune de Valeyrac) et de la digue des Mattes du Bas-Médoc depuis Jau-Dignac et-Loirac au Verdon-sur-Mer (sections 1 à 8). La digue dispose essentiellement d'un corps de digue argileux, et sur quelques secteurs d'un corps à tendance sableuse.

Sur le versant côté estuaire, le fruit est protégé par un parement soit en enrochements, soit par un masque en béton. Un parapet peut éventuellement être présent.

Le versant côté terre est systématiquement en terre. Ces ouvrages ont une hauteur moyenne de 2,5 m et sont majoritairement suffisamment large pour permettre le passage des véhicules.

- **Les cordons des chenaux estuariens sur environ 18 km¹** (cordons du chenal de la Reille, cordons du chenal du port de Goulée, cordons du chenal de Richard, cordons du chenal de Charmail, cordons du chenal neuf et du chenal du Gua, cordons du chenal de Talais et cordons du chenal de Neyran).

Ces cordons disposent essentiellement d'un corps de digue argileux sans parement solide. Des protections locales du pied de cordon côté chenal peuvent être présentes (pieutage bois, enrochements, parement béton). Le passage de véhicule est rarement possible.

- **Des ouvrages hydrauliques²** composés comme suit :
 - Des portes à flot situées en extrémité de chaque chenal estuarien et isolant les cours d'eau intérieur des eaux maritimes (soumis à la marée),
 - Des ouvrages de régulation traversants de type « clapet-vanne » permettant de réguler les eaux de drainage des mattes. Ces ouvrages traversants concernent à la fois la digue de première ligne et les cordons des chenaux estuariens.

Au 1^{er} janvier 2020, la CDC MA et le SMBVPM sont les gestionnaires des ouvrages de protection contre les inondations fluvio-maritimes du Bas-Médoc suivants (ouvrages relevant du décret n°2007-1735 du 11 décembre 2007 relatif à la sécurité des ouvrages hydrauliques et s'appuyant sur une étude de dangers de 2013) :

- **Ouvrages sous gestion CDC MA :**
 - Digue des Mattes du Bas-Médoc (classe B) : arrêté préfectoral n° SNER 10/06/21-69 du 21 juin 2010 transféré du Conseil Départemental de la Gironde à la CDC MA au 1^{er} janvier 2020,
 - Cordon sud du port de Goulée (classe C) : arrêté préfectoral n° SNER 10/06/21-66 du 21 juin 2010 transféré de l'Association Syndicale des Mattes de Valeyrac à la CDC MA.
 - Les ouvrages hydrauliques traversants (clapets-vannes) de la digue de Valeyrac (section 0 au droit de la commune de Valeyrac).

¹ Le cordon sud du chenal de la Reille est situé sur la commune de Bégadan sur le périmètre de la Communauté de Communes Médoc Cœur de Presqu'île.

Les levées de terre du marais du Conseiller au Verdon-sur-Mer ne faisaient pas partie du périmètre de l'étude de dangers de 2013. Ces levées de terre ne bénéficient pas d'arrêté de classement.

² Certains ouvrages hydrauliques jouant un rôle de protection contre les inondations sont sous gestion privée.

- **Ouvrages sous gestion SMBVPM :**

- Les cordons des chenaux de Neyran (nord et sud), de Talais (nord et sud), de Saint-Vivien (cordons nord et sud du chenal du Gua et cordons nord et sud du chenal neuf ou « petit chenal »), de Charmail (nord et sud), de Richard (nord et sud) et du port de Goulée (nord) (classe C) : arrêté préfectoral n° SNER 10/06/21-72 du 21 juin 2010
- Les ouvrages hydrauliques traversants (clapets-vannes) la digue de première ligne et les cordons des chenaux estuariens et les ouvrages hydrauliques de fermeture (portes à flots).

Dans le cadre de ses obligations réglementaires, la CDC MA doit assurer **l'exploitation, l'entretien et la surveillance en toutes circonstances** de l'ensemble des ouvrages de protection contre les inondations dont elle est gestionnaire.

Cependant, les services de la CDC MA rencontrent deux contraintes pour répondre à ces obligations réglementaires :

- Un effectif limité du service GEMAPI pour assurer une surveillance de l'ensemble du linéaire d'ouvrage en situation spécifique de période de crue et/ou de tempête,
- L'absence de moyens matériels adaptés aux travaux d'entretien (entretiens courants, travaux de réfection, travaux d'urgence).

Pour répondre à ces contraintes, la CDC MA souhaite mettre en œuvre différentes approches :

- Le recours à des marchés de travaux par des entreprises privées,
- Le **conventionnement avec le SMBVPM**, en accord avec le l'article L5111-1-1 2^{ème} alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales suite à la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des Collectivités Territoriales, pour la mise à disposition d'équipements et de personnel pour :
 - Les travaux d'entretien de la végétation sur la digue des Mattes du Bas-Médoc (sections 1 à 8),
 - L'exploitation et l'entretien des ouvrages hydrauliques de la digue de Valeyrac (section 0 sur la commune de Valeyrac),
 - La surveillance en situation courante et exceptionnelle (niveau « vigilance interne » et « d'alerte »).

CECI PREALABLEMENT EXPOSE, IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités de mise à disposition par le SMBVPM à la CDC MA, d'équipements matériels et de personnel pour assurer l'exploitation, l'entretien et la surveillance des ouvrages de protection contre les inondations fluvio-maritimes du Bas-Médoc sur les communes de Valeyrac, Jau-Dignac-et-Loirac, Saint-Vivien-de-Médoc, Talais, Soulac-sur Mer et le Verdon-sur-Mer gérés au 01 janvier 2020 par la CDC MA et décrits en préambule.

La présente convention s'appuie sur le document portant sur l'organisation mise en place pour assurer l'exploitation, l'entretien et la surveillance des ouvrages de protection contre les inondations fluvio-maritimes du Bas-Médoc (ci-après dénommé « consignes écrites ») établi conformément à l'article R. 214-122 du Code de l'Environnement et devant faire l'objet d'un dépôt en Préfecture de la Gironde.

Les consignes écrites sont données en annexe de la présente convention.

ARTICLE 2 : DESCRIPTION DU SERVICE

Le service consiste à répondre aux besoins à la fois en **situation courante et spécifique de période de crue et/ou de tempête (situation « exceptionnelle »)** pour l'exploitation, l'entretien et la surveillance des ouvrages de protection contre les inondations fluvio-maritimes du Bas-Médoc gérés au 01 janvier 2020 par la CDC MA et décrits en préambule.

La **situation courante** correspond à des situations fluvio-maritimes normales. Cette situation permet la réalisation des visites de surveillance programmées et des travaux d'entretien courants.

La **situation exceptionnelle** se traduit par l'apparition des phénomènes extérieurs majeurs (vents, surcotes, vagues, crue etc...) pouvant entraîner un danger pour la stabilité des ouvrages et donc des risques d'inondation. Les consignes écrites définissent les niveaux suivants associés à la situation exceptionnelle :

- **Un niveau de vigilance interne** déclenché lorsque la veille quotidienne des prévisions fluvio-maritimes met en évidence la survenue possible d'un événement tempétueux pouvant conduire à la mise en œuvre d'un niveau d'alerte. Il sera activé au moins 48h avant le pic attendu de l'évènement tempétueux par un agent de la CDC MA,
- **Un niveau d'alerte** avec 3 seuils (1, 2 et 3 selon l'intensité du phénomène tempétueux) qui sera déclenché à l'aide des informations délivrée par la Vigilance Météo-France et/ou par la prévision et l'évolution du niveau d'eau total à Port-Bloc (Verdon-sur-Mer) au regard des niveaux de protection définis dans l'étude de dangers de 2013 établie au titre du décret n°2007-1735 du 11 décembre 2007.

En situation exceptionnelle, il est nécessaire à la fois de mettre en place des actions préalables à l'arrivée de l'évènement et, pendant l'évènement, de surveiller l'évolution des conditions fluvio-maritimes et le comportement des ouvrages afin d'évaluer au mieux les dangers, éviter au maximum les risques pour les biens et les personnes et prendre les dispositions adaptées (ex : déclenchement des PCS, travaux de réparation d'urgence...).

Ces événements exceptionnels pouvant survenir à tout moment, les moyens à mettre en œuvre doivent être assurés à la fois en période ouvrée comme en période non ouvrée.

A. Service en situation courante (selon les dispositions décrites dans les consignes écrites) :

- **Exploitation :** manipulation des vannes de la digue de Valeyrac (section 0) pour la gestion des eaux de drainage des Mattes de Valeyrac pour une bonne gestion des niveaux d'eau et les besoins des usages locaux professionnels (agriculture) et loisirs (pêche, chasse³),
- **Entretien :** travaux d'entretien de la végétation de la digue des Mattes du Bas-Médoc (sections 1 à 8) (hors travaux d'abattage et de dessouchage d'arbres et arbustes),
- **Surveillance :**
 - Visites aléatoires d'auscultation des clapets-vannes de la digue de Valeyrac (section 0 sur la commune de Valeyrac),
 - Visites programmées de surveillance de l'ensemble des ouvrages hydrauliques traversants (clapets-vannes) de la digue de Valeyrac (section 0 sur la commune de Valeyrac).

B. Service en situation exceptionnelle (selon les dispositions décrites dans les consignes écrites) :

- **Exploitation :** manipulation des vannes de la digue de Valeyrac (section 0) afin de s'assurer de leur ouverture pour permettre l'évacuation des eaux en cas d'inondation,
- **Entretien :** petits travaux d'urgence permettant d'assurer la fonctionnalité des clapets-vannes (ex : retrait d'embâcle, retrait d'éléments obstruteurs...),
- **Surveillance :**
 - Visites de vérification des clapets-vannes en niveau « vigilance interne »
 - Inspections de la digue de Valeyrac (section 0) et de la digue des Mattes (section 1 à 8) en niveau « alerte » en coordination avec les agents de la CDC MA.

Les articles suivants cadrent la mise à disposition de ces moyens.

ARTICLE 3 : MOYENS MIS A DISPOSITION PAR LE SMBVPM

Moyens humains pouvant être mis à disposition de la CDC MA :

- **1 technicien,**
- **3 agents.**

Le personnel mis à disposition pour effectuer le service sera adapté par le SMBVPM au besoin et à la situation.

Moyens matériels pouvant être mis à disposition de la CDC MA :

- **1 tracteur broyeur/épareuse**
- **1 débroussailleuse**
- **Tronçonneuses**

Le matériel mis à disposition pour effectuer le service sera adapté par le SMBVPM au besoin et à la situation.

³ Le protocole de manipulation des vannes des ouvrages hydrauliques traversants de la section 0 (mattes de Valeyrac) pour l'usage loisir chasse est établi chaque année en début d'été en concertation avec la CDC MA, la mairie de Valeyrac, l'ACCA et l'ASA des Mattes de Valeyrac.

ARTICLE 4 : MODALITES DE REMBOURSEMENT

En vertu de l'article R.5111-1 du Code des Collectivités Territoriales, le remboursement des frais du service mis à disposition s'effectuera :

- **En fonctionnement** (exploitation et surveillance) sur la base d'un coût unitaire de fonctionnement du service, multiplié par le nombre d'unités de fonctionnement utilisées par le SMBVPM pour le service.

Le coût unitaire comprend les charges du personnel impliqué en période ouvrée et non ouvrée. Il est établi sur la base :

- Du montant horaire moyen de travail du personnel du SMBVPM en période ouvrée (actualisé chaque année). Pour 2021, les coûts horaires seront de 19.50 euros/heure pour un agent de terrain et de 22.12 euros/heure pour un référent technique,
 - De l'application de pourcentages d'indemnisation lors d'intervention en astreinte sur les périodes non ouvrées.
- **En investissement** (travaux d'entretien) sur la base d'un coût forfaitaire, multiplié par le nombre d'unités réalisées par le SMBVPM pour le service.

Le remboursement des frais s'effectue sur présentation d'un état annuel (adossé à un titre de recette) indiquant la liste des recours au service avec, pour chaque intervention, le justificatif de l'accord préalable de la CDC MA.

Le remboursement s'effectue une fois par an.

ARTICLE 5 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à date de signature jusqu'au 31 décembre 2024.

ARTICLE 6 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention sera actée par voie d'avenant.

La CDC MA et le SMBVPM conviennent qu'en cas de modification des dispositions législatives et réglementaires pouvant avoir une incidence sur l'exécution de la présente convention, elles se rapprocheront à compter de la date d'entrée en vigueur des dispositions susvisées en vue de modifier, s'il y a lieu, la présente convention ou d'établir une autre convention dans des conditions et dans des délais respectant les dispositions législatives ou réglementaires alors en vigueur.

ARTICLE 7 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention pourra être résiliée, soit d'un commun accord entre les parties, soit par l'une ou l'autre des parties moyennant un préavis de 3 mois.

ARTICLE 8 : LITIGES RELATIFS A LA PRESENTE CONVENTION

La CDC MA et le SMBVPM s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle. En cas d'échec de ces voies amiables, tout litige pouvant survenir du fait de la présente convention relève de la compétence du Tribunal Administratif de Bordeaux.

Fait à Soulac-sur-Mer, le

en deux exemplaires originaux.

M. Xavier PINTAT
Président de la Communauté de Communes
Médoc Atlantique



M. Jean-Luc PIQUEMAL
Président du Syndicat Mixte des Bassins
Versants de la Pointe Médoc